

# BERTRAND BADRÉ

Fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale

## Jean-Claude TRICHET

Sans plus tarder, je donne la parole à Bertrand. À vous de jouer, Bertrand.

## Bertrand BADRÉ

Merci Jean-Claude, je tâcherai d'être bref, car je vais m'écarter légèrement des principales questions, même si ce que je vais aborder devrait s'avérer essentiel dans les années à venir. Je voudrais revenir sur la question évoquée plusieurs fois cette année, à savoir une possible réinitialisation du capitalisme. Beaucoup de choses se sont produites cette année. Sont-elles réelles ? Une simple illusion ? Il est trop tôt pour le dire.

Les gens ont réagi à l'appel de la Business Roundtable fin août. Voyez la couverture de *The Economist*. Une mise en avant qui induit quelque peu en erreur si on la compare au contenu, qui traite lui de la vocation des entreprises. Voyez l'initiative du président Macron au G7, baptisée « Business for Inclusive Growth », avec l'OCDE. Elle était dirigée par Emmanuel Faber, le directeur général de Danone. Voyez aussi l'importance croissante des impacts, de la croissance durable, des investissements associés, etc. Toutes ces dimensions ont été mises en exergue par l'évolution des grands acteurs. Moody's a racheté l'une des agences de notation non-financière et extra-financière en France. ISS a fait de même en Allemagne. S&P vient de nommer un responsable mondial pour les notations extra-financières et ainsi de suite.

Les choses évoluent, et c'est à cause de la pression, principalement des consommateurs et parfois des investisseurs. Cependant, tout reste fragile et sujet au *washing*. Vous avez déjà entendu l'expression « *greenwashing* ». Je l'ai découverte il y a quelques semaines. Vous le savez, des objectifs de développement durable existent. On les qualifie aujourd'hui de « *rainbow washing* », soit la diversification des tendances au *washing*. On observe beaucoup de bonne volonté d'une part, avec certains PDG et institutions qui ont tendance à faire de belles choses, mais les normes font défaut. Il n'y a pas de véritables définitions, vous pouvez donc qualifier tout cela un peu comme vous voulez.

En fonction du mode de calcul, vous pouvez dire que 30 000 milliards de dollars ont été investis dans des projets liés à l'ESG. Si vous vous en tenez à une définition très stricte, en revanche, ces investissements ne dépassent pas les 500 milliards de dollars, ce qui continue d'avoir un impact d'une manière ou d'une autre. Les deux chiffres sont probablement vrais. À l'heure actuelle, les gens se rendent compte que le capital, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, a peu de chances de résoudre naturellement le problème du climat et des inégalités sociales. Un petit coup de pouce s'impose.

Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Je ne sais pas, mais cette interrogation s'ajoute aux questions que soulève un environnement à taux zéro ou à taux négatif, ce qui peut se révéler être la pire ou la meilleure chose qui soit. Du pire si les gens sont paralysés et incapables de faire de nouvelles choses, de prendre des risques, etc. Et à ce jour, cela semble être la norme. Ou du meilleur si cela oblige les gens à sortir des sentiers battus. Nous venons de le dire, les investisseurs se rendent compte qu'ils perdent 0,5 % s'ils achètent des obligations européennes, mais au contraire « disons plus de 10 % » s'ils placent intelligemment en Afrique ou en Amérique latine. Je suis désolé, mais je suis un peu de parti pris sur cette question.

C'est plus qu'une coïncidence. Les préoccupations vont croissant. Après la crise, les gens ont réalisé que nous n'avions pas résolu les causes profondes de la crise financière. 10 ans plus tard, nous en sommes au même point. Dans le même temps, nous nous concentrons sur les questions climatiques et sociales, qui gagnent du terrain. Dans un monde où règne encore une grande méfiance à l'égard de la finance, faire ce qu'il faut pourrait être une bonne façon de regagner la confiance des consommateurs et des investisseurs. Mais je ne suis pas certain qu'on y arrive.



Comment aller au-delà de la mode, du marketing, de produits déroutants, au-delà de la responsabilité sociale traditionnelle des entreprises. Il s'agit d'être cohérent avec ce que nous avons convenu en 2015, date à laquelle nous nous sommes mis d'accord sur le climat, à l'exception d'un pays, et à laquelle nous avons également convenu des objectifs de développement durable, y compris sur le climat. Pour autant que je sache, les États-Unis font toujours partie du cadre des objectifs de développement durable.

Nous nous sommes mis d'accord sur le cadre et la feuille de route. Mais nous n'avons pas discuté du système financier pour y parvenir, et nous devons encore surmonter un certain nombre de problèmes. Il s'agit de questions complexes et difficiles à mesurer. Il est ardu d'y voir clair. Les méthodologies varient, de même que les attentes. Les intérêts personnels diffèrent. La question des données est délicate. Il est facile de dire : « oui, laissez-nous faire les bonnes choses », puis de faire en sorte que les données confirment que vous avez bien agi. C'est une question sensible.

Un autre problème se pose entre les marchés émergents et les économies avancées. Si vous investissez dans les marchés émergents, vous ne voulez pas imposer un nouveau consensus de Washington, qui porte sur la durabilité, du type : attention, nous sommes de retour, et notre idée est formidable. On vous propose de faire ça. Car parfois on rencontre une certaine résistance et probablement des problèmes de vente abusive. Pensez à Volkswagen. Volkswagen était considérée comme un acteur remarquable en matière de gouvernance sociale et environnementale. Enfin, ça, c'était avant le Dieselgate. Les gens se sont dit : « Mon Dieu. J'ai acheté beaucoup d'actions Volkswagen, et elles étaient très responsables ; j'en étais satisfait ». Alors que ce n'était pas le cas.

Pour remplir le verre à ras bord, nous devons accepter cette diversité d'approches. Même si le scepticisme continue de dominer, c'est ainsi que nous créerons de la responsabilité. Nous devons aller au-delà des belles obligations vertes et sociales. À un moment donné, et je terminerai sur ce point, nous devons commencer à réfléchir au système dans son ensemble. Qu'entends-je par-là ? Un horizon à 20 ans. Je vais m'efforcer de rester très simple.

Nous devons abandonner l'approche de Milton Friedman, où le but social de l'entreprise est de réaliser un profit, ou de réaliser un profit pour les actionnaires. Pour être honnête, celui-ci avait ajouté qu'une acceptation par la société de cet objectif était aussi nécessaire. Et nous avons tendance à oublier cet élément important. Comment passer de cette philosophie à ce que Colin Mayer en particulier à Oxford a dit ? L'objectif social de l'entreprise est de trouver des solutions rentables pour la planète et ses habitants. Non pas le profit comme une fin en soi, mais le profit comme un moyen pour atteindre une finalité donnée. Ce qui implique de fouiller dans les moindres détails de la comptabilité, de la rémunération, du reporting, de la divulgation, du cadre de loi, etc. En fin de compte, le capitalisme doit être relié aux gens, aux territoires, etc.

J'ajouterai une troisième dimension à l'approche financière traditionnelle, qui porte sur le rendement des risques et la durabilité, ou le rendement des risques et l'impact. Comment prendre en compte le fait que nous sommes dans un monde fini ? Nous devons prendre cet aspect en considération et, comme je le dis parfois pour irriter les comptables, nous devons passer d'un système *mark-to-market*, à un système *mark-to-planet*. Mes enfants me disent : « Papa, tu devrais créer le hashtag #marktoplanet », une bonne suggestion, non ?

### Jean-Claude TRICHET

Et aussi une belle conclusion. Merci beaucoup. Je suppose qu'il incombe également aux pouvoirs publics d'édicter les règles, réglementations et prix appropriés qui permettraient des décisions décentralisées du secteur privé dans la bonne direction. Sans leur demander pour autant de perdre de l'argent, car sinon nous sommes tous perdus. Merci beaucoup, Bertrand.